

**ACCORD-CADRE DE TRAVAUX
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

(CCAP)

Travaux et entretien de peinture sur mobilier urbain

HAROPA PORT | Paris

Agence Paris Seine (APS)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Préambule	5
Label « relations fournisseurs et achats responsables »	5
Clause relative à la Charte de déontologie de HAROPA PORT Paris	5
Clause d'intégrité - probité :.....	6
Protection et confidentialité des lanceuses et lanceurs d'alerte	7
Article 1. Objet et caractéristiques générales de l'accord-cadre.....	8
1-1. Objet de l'accord-cadre	8
1-2. Montant de l'accord-cadre.....	8
1-3. Fractionnement des prestations	8
Article 2. Pièces contractuelles	8
2-1. Hiérarchie des documents contractuels.....	8
2-2. Conformité des documents contractuels applicables	9
Article 3. Durée de l'accord-cadre	9
Article 4. Prix de l'accord-cadre	10
4-1. Forme des prix	10
4.1.1. Nature des prix	10
4.1.2. Unité monétaire	10
4.1.3. Application de la TVA	10
4-2. Contenu des prix	11
4-3. Variation des prix.....	12
4-3-1. Formule de révision des prix	12
4-3-2. Périodicité de la révision des prix	12
Article 5. Modalités d'exécution des prestations	13
5-1. Lieux d'exécution	13
5-2. Exécution des bons de commande.....	13
5-3. Décommande	14
5-4. Délais d'exécution	14
5-4-1. Fixation des délais d'exécution	14
5-4-2. Point de départ des délais d'exécution	14
5-4-3. Décompte des délais d'exécution	14
5-4-4. Prolongation des délais d'exécution.....	14
Article 6. Provenance, qualité et contrôle des matériaux	16
6-1. Provenance des matériaux	16
6-2. Qualité des matériaux – Application des normes et équivalences	16
Article 7. Implantation des ouvrages - Piquetage	17

Article 8. Préparation des travaux.....	17
8-1. Période de préparation - programme d'exécution des opérations	17
8-2. Sécurité et protection de la santé des travailleurs	17
8-3. Registre de chantier	19
Article 9. Exécution des prestations	19
9-1. Installations de chantier	19
9-2. Autorisations administratives	19
9-3. Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre	19
9-4. Lutte contre le travail dissimulé	20
Article 10. Achèvement du chantier	20
10-1 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	20
10-2 Documents à fournir après exécution.....	21
Article 11. Réception des travaux.....	21
Article 12. Obligations générales des parties	21
12-1. Obligation HAROPA PORT Paris.....	21
12-1-1. Représentation HAROPA PORT Paris.....	21
12-1-2. Forme des notifications et des informations	22
12-1-3. Données d'entrée	23
12-2. Obligation du titulaire	23
12-2-1. Représentation du titulaire	23
12-2-2. Obligation d'informer HAROPA PORT Paris de tout changement de situation	23
12-2-3. Obligation de conseil.....	24
12-2-4. Obligations relatives à l'équipe et au personnel du titulaire.....	24
12-2-5. Obligations en matière de cotraitance.....	25
12-2-6. Obligations en matière de sous-traitance.....	26
Article 13. Protection des données personnelles	27
Article 14. Obligations de confidentialité	28
Article 15. Pénalités applicables à l'accord-cadre.....	28
15-1. Généralités.....	28
15-2. Pénalités de retard	28
15-3. Autres pénalités	29
15-3-1. Pénalités pour non-respect du délai de remise des devis	29
15-3-2. Pénalités pour infraction à la sécurité.....	29
15-3-3. Pénalités pour absence de désignation d'un interlocuteur	29
15-3-4. Zone en travaux	29
15-3-5. Travail dissimulé	30
15-3-6. Pénalités pour non-respect des obligations relatives à l'équipe et au personnel du titulaire	30

15-3-7. Manquement aux dispositions liées aux contraintes environnementales.....	30
Article 16. Modalités de règlement des comptes	30
16-1. Avance	30
16-2. Paiement.....	31
16-3. Validation des situations de travaux	32
16-4. Présentation des factures/ demandes de paiement	32
16-5. Contrôle des factures par HAROPA PORT Paris	33
16-6. Modalités de paiement	33
16-7. Paiement des cotraitants.....	33
Article 17. Admission des livrables/ prestations	34
Article 18. Assurance	35
Article 19. Responsabilité.....	36
Article 20. Règlement des litiges / Résiliation	36
20-1. Règlement des litiges	36
20-2. Résiliation	36
Article 21. Dérogations au CCAG – Travaux.....	38

Préambule

Label « relations fournisseurs et achats responsables »

HAROPA PORT | Paris a obtenu le 16 juin 2020 le label « relations fournisseurs et achats responsables », (RFAR) adossé à la norme ISO 20400 :2017 « Achats Responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats (CNA).

À ce titre, HAROPA PORT | Paris souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400 :2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et du label RFAR, et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer HAROPA PORT | Paris de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte RFR puis le dépôt d'un dossier de candidature au label RFAR et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400 :2017 dans ses processus internes.

La Médiation des entreprises (en association avec le CNA) vous accompagne dans cette démarche – pour toute information : Site internet :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Clause relative à la Charte de déontologie de HAROPA PORT | Paris

Afin de prévenir les risques éthiques, HAROPA PORT | Paris s'est dotée d'une Charte de déontologie, code de bonne conduite définissant les règles de comportement de l'ensemble de ses collaborateurs.

En effet, dans le cadre de leurs fonctions, les collaborateurs de HAROPA PORT | Paris sont amenés à être fréquemment en relation avec les fournisseurs directement ou indirectement tout au long du processus achat.

HAROPA PORT | Paris s'engage d'une part à garantir que tout acte d'achat est exécuté dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique (article L. 3 du code de la commande publique) et s'engage d'autre part à lutter contre la corruption sous toutes ses formes.

À son niveau, chaque collaborateur est appelé à exercer ses missions en participant à la prévention de la fraude et à éviter toute situation de conflit d'intérêt.

La Charte de déontologie de HAROPA PORT | Paris est disponible sur demande.

Clause d'intégrité - probité :

HAROPA PORT est un établissement public de l'Etat qui attache une importance toute particulière à la lutte contre la fraude et la corruption et qui entend que tout titulaire de marché public adhère aux mêmes principes et respecte scrupuleusement la réglementation en vigueur.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter irrévocablement les éléments stipulés dans le présent article.

Le soumissionnaire déclare que ni lui, ni ses dirigeants, n'ont fait l'objet de condamnations judiciaires définitives pour corruption sur les cinq (5) dernières années.

Le soumissionnaire, et ses éventuels sous-traitants et co-traitants, s'engage à exercer ses activités en stricte conformité avec les normes et réglementations applicables au(x) marché(s) au(x)quel(s) il soumissionne.

En particulier, le soumissionnaire s'engage à ce que lui-même, dirigeants, salariés, représentants et agents respectent la réglementation applicable en matière de prévention de la corruption. Le soumissionnaire s'interdit notamment de promettre, d'offrir ou d'accorder à un salarié de HAROPA PORT, directement ou indirectement, soit pour lui-même ou pour une autre entité, tout avantage indu, afin que cette personne accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte. Sont compris dans les avantages indus, et sans que cette énumération soit limitative, tous cadeaux et invitations d'un montant déraisonnable, une rémunération ou un avantage de quelque nature que ce soit indu.

Notamment, HAROPA PORT et le titulaire du marché, y compris ses sous-traitants et/ou fournisseurs, s'engagent à respecter et à faire respecter par leurs salariés, l'interdiction de toute forme d'activité frauduleuse dans le cadre de leur relation contractuelle, l'interdiction de toute forme de corruption passive ou active dans l'intention d'influencer le comportement de leurs employés respectifs en vue d'obtenir de leur part un traitement de faveur, de susciter une décision favorable ou d'influer sur l'issue d'une négociation entre les deux parties.

Si HAROPA PORT a des raisons de croire que le titulaire ne se conforme pas aux obligations contenues dans ces clauses, celui-ci devra fournir les preuves raisonnables qu'il n'a pas commis ou n'est pas sur le point de commettre un manquement à ses obligations. A défaut, le titulaire accepte que HAROPA PORT suspende l'exécution du contrat jusqu'à ce que le titulaire fournisse ces éléments.

En cas de non-respect par le titulaire des dispositions mentionnées précédemment, HAROPA PORT se réserve le droit de résilier le marché public de plein droit et avec effet immédiat par lettre recommandée avec accusé réception, sans versement d'indemnité, et sans préjudice de dommages et intérêts et/ou de recours prévus par la loi.

Le titulaire s'engage à informer HAROPA PORT, sans délai, de tout élément qui serait porté à sa connaissance et susceptible d'entraîner sa responsabilité au titre de la présente clause.

Protection et confidentialité des lanceuses et lanceurs d'alerte

En application de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 et du décret n° 2017-564 du 19 avril 2017, tout opérateur économique de HAROPA PORT | Paris qui viendrait à connaître, dans le cadre de la passation, de l'attribution ou de l'exécution du présent accord-cadre, la commission par un salarié de HAROPA PORT | Paris d'un crime, d'un délit, d'une violation grave et manifeste de la loi ou du règlement, d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France ou d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France ou d'une menace ou d'un préjudice graves pour l'intérêt général peut adresser un signalement sous la forme d'un mail à l'adresse suivante : lanceur.alerte@haropaport.com

L'auteur du signalement fournit tous faits, informations ou documents quels que soient leur forme ou leur support de nature à étayer son signalement lorsqu'il dispose de tels éléments.

L'attention est attirée sur le fait que ce signalement doit être effectué de bonne foi et être désintéressé. Il doit porter sur des faits dont l'auteur du signalement a personnellement eu connaissance. Enfin, ce signalement doit être effectué par une personne physique et non pas au nom d'une personne morale ou par une personne morale.

Un accusé réception sera adressé à l'opérateur économique.

HAROPA PORT | Paris garantit la stricte confidentialité de l'auteur du signalement, des faits objets du signalement et des personnes visées.

Article 1. Objet et caractéristiques générales de l'accord-cadre

1-1. Objet de l'accord-cadre

L'accord cadre a pour objet la réalisation de travaux et entretien de peinture sur mobilier urbain.

Lieu d'exécution : Ports gérés par l'Agence Paris Seine

Le périmètre de l'accord-cadre ne comprend que les opérations dont la maîtrise d'œuvre d'exécution est assurée en interne par HAROPA PORT | PARIS. Toutes les opérations nécessitant l'intervention d'un maître d'œuvre externe sont par conséquent exclues du présent accord-cadre.

Le descriptif des prestations et leurs spécifications techniques sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1-2. Montant de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans montant minimum avec un montant maximum de 290 000,00 € HT pour la durée globale de l'accord-cadre (période de reconduction comprise soit 4 ans).

1-3. Fractionnement des prestations

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans montant minimum avec un montant maximum indiqué à l'article 1.2.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou phases.

L'accord cadre ne prévoit pas de PSE.

Les variantes ne sont pas acceptées.

L'accord cadre n'est pas alloté au motif que les prestations sont complémentaires entre elles (travaux et entretien). Un allotissement rendrait financièrement plus coûteuse l'exécution.

Article 2. Pièces contractuelles

2-1. Hiérarchie des documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les pièces constitutives de l'accord-cadre, par ordre d'importance décroissante, sont les suivantes :

1. L'acte d'engagement (AE), et ses annexes éventuelles.
2. Le bordereau des prix (BP).
3. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP).
4. Le cahier des clauses techniques particulières CCTP et ses annexes :
 - annexe 1-Catalogue immobilier.
 - annexe 2-Mât et sports.
 - annexe 3-Photos de l'existant Ivry.
 - annexe 4-Plan des accès Ivry.
 - annexe 5-Murs Ivry (calcul)
 - annexe 6-Murs Ivry (localisation).
 - annexe 7-Nettoyage protection
5. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux de 2021 (CCAG – Travaux).
6. L'ensemble des pièces constitutives de l'offre du titulaire.

Le mémoire technique, remis par le candidat à l'appui de son offre, constitue un engagement unilatéral de sa part vis-à-vis du Maître d'ouvrage qui pourra par conséquent, exiger à tout moment le strict respect des dispositions contenues dans ce document.

Ce document ne confère pas au Titulaire de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, en particulier à l'appui d'une quelconque forme de réclamation à l'encontre du maître d'ouvrage.

Le CCAG – Travaux tel qu'il résulte de l'arrêté du 30 mars 2021 est applicable au présent accord-cadre avec les précisions suivantes :

- Il est rappelé que le présent accord-cadre est soumis au code de la commande publique. Les références faites dans le CCAG – Travaux au code des marchés publics doivent être lues à la lumière des dispositions du code de la commande publique. Le CCAG – Travaux - bien que non joint au dossier de consultation des entreprises - est réputé connu par le titulaire. Celui-ci lui reconnaît expressément son caractère contractuel.
- L'ensemble de ces pièces constitutives est classé par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre ces pièces constitutives, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux parties.

2-2. Conformité des documents contractuels applicables

L'exemplaire original des pièces susvisées, conservé dans les archives de HAROPA PORT | Paris, est le seul exemplaire qui fait foi pendant l'exécution de l'accord-cadre.

Tous les documents faisant partie de l'accord-cadre sont réputés cohérents entre eux et complémentaires dans leur ordre de prévalence. L'absence d'énumération d'une annexe au titre de l'article 2-1 n'a pas pour effet de la rendre inopposable dès lors qu'un document contractuel y renvoie.

Le titulaire a l'obligation de vérifier la documentation mise à sa disposition et de signaler au HAROPA PORT | Paris, dès qu'il en a connaissance, les erreurs, omissions ou contradictions normalement décelables par l'homme de l'art.

Si, en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire détecte des manques, omissions, erreurs, imprécisions ou incohérences entre des courriers échangés et l'accord-cadre, il est de sa responsabilité d'informer immédiatement HAROPA PORT | Paris de ces manques, omissions, erreurs, imprécisions ou incohérences, sans qu'il puisse s'en prévaloir à défaut.

Article 3. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'**un (1) an** à compter de sa date de notification au titulaire.

L'accord-cadre peut être reconduit **trois (3) fois** par HAROPA PORT | Paris pour une nouvelle période d'**un (1) an**, sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder **quatre (4) ans**.

La reconduction de l'accord-cadre se fait par tacite reconduction. Le titulaire de l'accord-cadre ne peut pas refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, HAROPA PORT | Paris adresse une décision expresse, par lettre recommandée avec accusé de réception, intervenant au plus tard dans un délai de **deux (2) mois** avant l'échéance de la période en cours d'exécution.

Article 4. Prix de l'accord-cadre

4-1. Forme des prix

4.1.1. Nature des prix

Les prestations seront réglées suivant la forme de prix suivante : prix unitaires et forfaitaires.

Un prix unitaire est un prix appliqué aux quantités réellement livrées ou exécutées. Est ainsi unitaire, tout prix qui sera multiplié par la quantité effectivement livrée ou exécutée pour déterminer le montant du règlement.

Le prix forfaitaire est un prix qui rémunère le titulaire de l'accord-cadre pour une prestation ou un ensemble de prestations, quelles que soient les quantités livrées ou exécutées.

Les prix figurent dans le BP.

Le montant des commandes pour la durée totale de l'accord-cadre est défini comme suit.

Seuil minimum H.T.	Sans minimum
Seuil maximum H.T.	290 000,00 euros

4.1.2. Unité monétaire

L'unité monétaire retenue dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre est l'EURO.

L'ensemble des documents faisant apparaître des prix (unitaires et/ou forfaitaires) doit être obligatoirement exprimé en euro.

En cas de non-respect du présent article, la facture dont les prix sont exprimés dans une autre unité monétaire que l'euro ne sera pas traitée et est retournée au titulaire dans les meilleurs délais. Le délai de paiement ne commence à courir qu'à la réception, par HAROPA PORT | Paris, de la facture exprimée intégralement en euros.

À ce titre, les prix proposés dans l'offre du titulaire sont réputés intégrer les frais relatifs aux taux de change.

4.1.3. Application de la TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par HAROPA PORT | Paris du fait d'un manquement du titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA française conformément à la réglementation française en matière de TVA. Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Dans le cadre de l'auto liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par HAROPA PORT | Paris et mentionner les dispositions du code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire,
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du code général des impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par HAROPA PORT | Paris. HAROPA PORT | Paris règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

4-2. Contenu des prix

En complément à l'article 9.1.3 du CCAG – Travaux, les prix contractuels de l'accord-cadre prennent en compte toutes les dépenses nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre ou toute autre charge afférente, à l'exception des sujétions mentionnées à l'accord-cadre comme n'étant pas couvertes par les prix contractuels.

Ils comprennent notamment :

- La livraison des fournitures, équipements et matériaux nécessaires à l'exécution des prestations ;
- l'exécution des prestations dans les conditions prévues à l'accord-cadre ou aux bons de commande émis par HAROPA PORT | Paris en application du présent accord-cadre ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes charges fiscales, parafiscales ou autres applicables à la prestation ;
- les frais généraux du titulaire ;
- les frais afférents aux démarches administratives ;
- la main d'œuvre ;
- les frais éventuels de déplacement, de transport ou d'hébergement du personnel du titulaire ;
- la participation aux réunions éventuellement prévues à l'accord-cadre pour l'exécution des prestations ;
- les contrôles qualité effectués par le titulaire ;
- les conséquences directes et indirectes liées aux décisions à la suite des opérations de vérifications ;
- la réparation, par le titulaire, des dommages éventuels qu'il aurait causés lors de l'exécution des prestations, hors amende et autres montants de contravention perçus par HAROPA PORT | Paris du fait du titulaire qui oblige ce dernier à en verser la somme à HAROPA PORT | Paris;
- les frais liés aux démarches et formalités réglementaires, législatifs ou contractuelles ;
- les marges pour risques ;
- les marges bénéficiaires.

Ces prix sont, également, réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;

- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

En cas de cotraitance, les prix de l'accord-cadre couvrent les dépenses du mandataire, notamment pour son action de coordination des cotraitants et les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des cotraitants ainsi que les conséquences de ces défaillances.

Dans le cas où l'accord-cadre mentionne un paiement séparé à chaque cotraitant, les prix afférents à la partie de l'accord-cadre exécutée par un cotraitant sont réputés comprendre les dépenses et marges du cotraitant pour l'exécution de la partie de l'accord-cadre qu'il a à exécuter, y compris éventuellement les charges du mandataire.

En cas de recours à la sous-traitance, les prix de l'accord-cadre sont réputés couvrir les frais de la coordination et du contrôle assurés par le titulaire, ainsi que les conséquences éventuelles des défaillances des entreprises auxquelles il s'est adressé.

4-3. Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo (défini à l'acte d'engagement).

Les prix sont révisables.

4-3-1. Formule de révision des prix

Les prix sont révisés par l'application de la formule suivante :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_o)$$

I = Indice servant à l'actualisation soit :

- L'index BT-46 Peinture, tenture, revêtements muraux – Base 2010

Dans laquelle :

C_n = coefficient de révision

I_n = valeur de l'index de référence au mois n

I_o = valeur de l'index de référence au mois Mo

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur. Il est appliqué à chaque prix révisable.

4-3-2. Périodicité de la révision des prix

Les prix sont révisés semestriellement, par application à chaque prix de la formule décrite ci-dessus.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte de l'accord-cadre suivant la parution de l'index correspondant.

Article 5. Modalités d'exécution des prestations

5-1. Lieux d'exécution

Le périmètre d'exécution de l'accord-cadre doit être envisagé sur le périmètre géographique de l'agence Paris Seine.

Les lieux d'exécution des prestations sont définis avec HAROPA PORT | Paris dans chaque bon de commande.

5-2. Exécution des bons de commande

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation.

Les bons de commande sont émis par HAROPA PORT | Paris au titulaire de l'accord-cadre, par tout moyen permettant d'attester la date de réception du bon de commande, au fur et à mesure des besoins et de l'avancement de l'accord-cadre sur la base du BP de l'accord-cadre. Chaque commande fait l'objet d'un bon de commande écrit, daté et validé par HAROPA PORT | Paris et adressé au titulaire.

Les bons de commande comportent, *a minima*, les mentions suivantes :

- 1) Le nom ou la raison sociale du titulaire,
- 2) Le nom du représentant de l'Agence ou du Département chargé du suivi de l'exécution de l'accord-cadre,
- 3) La date, le numéro et l'intitulé du présent accord-cadre,
- 4) La date d'émission et le numéro du bon de commande,
- 5) La dénomination des prestations commandées,
- 6) Le lieu d'exécution,
- 7) Les quantités des prestations commandées,
- 8) Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande,
- 9) La date ou période d'exécution des prestations commandées,
- 10) Le prix unitaire des prestations,
- 11) Le montant hors taxe total du bon de commande,
- 12) Le taux de TVA applicable,
- 13) Le montant de la TVA et le montant TTC.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de HAROPA PORT | Paris peuvent être honorés par le titulaire. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier, à peine de forclusion, au signataire du bon de commande ou au représentant HAROPA PORT | Paris dans un délai de **quinze (15) jours** calendaires à compter de la date de réception du bon de commande.

En complément à l'article 3.7 du CCAG – Travaux, en cas d'acceptation par HAROPA PORT | Paris des réserves formulées par le titulaire, celui-ci lui notifie un bon de commande rectificatif.

En l'absence de bon de commande rectificatif, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observation de sa part.

5-3. Décommande

HAROPA PORT | Paris pourra être amené à différer ou annuler tout ou partie de sa commande. Dans ce cas, le titulaire pourra être indemnisé du préjudice éventuellement subi, sur présentation d'un mémoire justificatif des coûts et tâches préparatoires strictement nécessaires à l'exécution dudit bon qu'il aurait été amené à engager.

En aucun cas il ne pourra se prévaloir d'une perte de bénéfice ou d'un défaut de couverture de ses frais généraux.

5-4. Délais d'exécution

5-4-1. Fixation des délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont fixés pour chaque commande dans le bon de commande relatif aux prestations à réaliser.

5-4-2. Point de départ des délais d'exécution

Le délai d'exécution de l'accord-cadre court à compter de la date de sa notification.
Le délai d'exécution d'un bon de commande court à compter de la date inscrite dans le bon de commande notifié au titulaire, ou à défaut à la date de réception de la notification du bon de commande par le titulaire.

5-4-3. Décompte des délais d'exécution

Le décompte des délais d'exécution s'effectue conformément aux dispositions de l'article 3.2 du CCAG – Travaux.

5-4-4. Prolongation des délais d'exécution

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un **délai de quinze jours** à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin de l'accord-cadre, dans le cas où l'accord-cadre arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un **délai de quinze jours**, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que l'accord-cadre n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut pas davantage être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution de l'accord-cadre est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

La prolongation des délais d'exécution intervient dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG – Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG – Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite et durée
Pluie	> ou = 25 mm d'eau par jour
Neige	Chutes pendant plus de 4 heures ou tapis de plus de 2 cm d'épaisseur à 7 h
Vent	Supérieur ou égal à 45 km/h pendant l'utilisation de grues ou l'exécution de travaux sur échafaudage
Température	Inférieur ou égal à -5°C pour les fondations et les élévations pendant 2 heures consécutives minimum, entre 7 h et 18 h
Hygrométrie	Supérieur à 95% pour les travaux d'extérieur et supérieur à 90% pour les travaux d'intérieur

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique la plus proche du site d'intervention.

Article 6. Provenance, qualité et contrôle des matériaux

6-1. Provenance des matériaux

Le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par les pièces constitutives de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

Lorsque la provenance de matériaux, produits ou composants de construction est fixée dans l'accord-cadre, le titulaire ne peut la modifier que si le maître d'œuvre l'y autorise par écrit. Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Ces prix sont établis suivant les modalités prévues à l'article 13 du CCAG - Travaux, le maître d'œuvre notifiant par ordre de service les prix provisoires dans les quinze (15) jours qui suivent l'autorisation donnée.

Si le maître d'œuvre subordonne son autorisation à l'acceptation par le titulaire d'une réfaction déterminée sur les prix, le titulaire ne peut contester les prix traduisant cette réfaction.

6-2. Qualité des matériaux – Application des normes et équivalences

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations de l'accord-cadre et présenter les caractéristiques spécifiées, notamment les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Dans le cas où l'accord-cadre se réfère à des normes françaises non issues de normes européennes, des matériaux ou produits dont les caractéristiques sont établies par référence à des normes en vigueur dans d'autres États parties à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation Mondiale du Commerce peuvent être admis si ces caractéristiques sont reconnues comme équivalentes à celles spécifiées.

Toute demande formulée par le titulaire et demandant de faire reconnaître une telle équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Les documents justificatifs doivent être rédigés en français ou être accompagnés de leur traduction en français s'il s'agit de documents originaux établis dans une autre langue.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires pour accepter ou refuser le produit proposé.

Le titulaire ne peut utiliser des matériaux, produits ou composants de construction d'une qualité différente de celle qui est fixée par l'accord-cadre que si le maître d'œuvre l'y autorise par écrit. Les prix correspondants ne sont modifiés que si l'autorisation accordée précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Ces prix sont établis suivant les modalités prévues à l'article 13 du CCAG - Travaux, le maître d'œuvre devant notifier par ordre de service les prix provisoires dans les quinze jours qui suivent l'autorisation donnée.

Si le maître d'œuvre subordonne son autorisation à l'acceptation par le titulaire d'une réfaction déterminée sur les prix, le titulaire ne peut contester les prix traduisant cette réfaction.

Article 7. Implantation des ouvrages - Piquetage

Aucune stipulation particulière.

Article 8. Préparation des travaux

8-1. Période de préparation - programme d'exécution des opérations

Les travaux objets des bons de commande sont susceptibles de faire l'objet d'une période de préparation.

Dans le cas où des travaux lourds seraient nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre et conformément aux spécifications techniques qui seront précisées à chaque commande, une période de préparation, pourra être prévue. Le pouvoir adjudicateur prendra en considération le degré de complexité des travaux en cause pour établir sa durée.

Le cas échéant, un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G. travaux est établi par le représentant du pouvoir adjudicateur et présenté au titulaire.

8-2. Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail (plan de prévention ou coordination sécurité et protection de la santé) ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs désigné le cas échéant et selon les bons de commande, dans le présent accord-cadre sous le nom de « coordonnateur S.P.S » par HAROPA PORT | Paris.

Le maître d'ouvrage assure la coordination générale des mesures de prévention qu'il prend et de celles que prennent l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier.

Chaque entreprise est tenue d'informer ses salariés des risques et des mesures de prévention prises et demeure responsable de l'application de ces mesures, nécessaires à la protection de son personnel.

CAS DES BONS DE COMMANDES DONT LES TRAVAUX SONT SOUMIS A UN PLAN DE PREVENTION

a) Obligations du Maître de l'ouvrage

Une fois par an, le maître de l'ouvrage (MOA) procède avec le concours du ou des titulaires à une analyse des risques afin d'élaborer un plan de prévention annuel au sens des dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992.

Les mesures particulières concernant la réalisation du plan de prévention annuel sont précisées au début du marché et renouvelées chaque année civile durant la vie du marché.

Dans le cas d'une sous-traitance, au début ou en cours d'exécution du marché, le MOA réalise avec le sous-traitant le plan de prévention dans les mêmes conditions que le ou les titulaires.

Le maître d'ouvrage a l'obligation d'alerter l'entrepreneur en cas de danger grave à l'encontre d'un des salariés de cette entreprise ou de son sous-traitant et a la possibilité d'arrêter tout ou partie du chantier et coordonne les nouvelles mesures de prévention qui seraient prises à l'occasion d'organisation d'inspections ou de réunions périodiques.

b) Obligations du titulaire

Chaque titulaire est responsable de la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de prévention, de la reprise de ces mesures préalables en cas de sous-traitants déclarés en cours de travaux, Il est aussi responsable de la mise à jour du plan de prévention faisant suite à de nouvelles inspections.

CAS DES BONS DE COMMANDES DONT LES TRAVAUX SONT SOUMIS A UN PLAN GENERAL DE COORDINATION DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

c) Autorité et obligations du coordonnateur SPS

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination ou plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du Décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail.

Le coordonnateur SPS doit informer HAROPA PORT | Paris sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

d) Moyens donnés coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

- ✓ Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS (le MOA en copie) :
- ✓ Le PPSPS ou le PPSPS simplifié.
- ✓ Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur.
- ✓ La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- ✓ Les effectifs prévisionnels affectés au chantier : dans les cinq (5) jours qui suivent la notification de l'accord-cadre.
- ✓ Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats.

- ✓ La copie des déclarations d'accident du travail.
- ✓ Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans les documents spécifiques à l'opération et réglementaires, de type PGC, PPSPS, etc.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS (le MOA en copie) :

- ✓ De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet.
- ✓ De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis à HAROPA PORT | Paris.

À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le journal de chantier.

e) Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code de la commande publique.

8-3. *Registre de chantier*

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

Article 9. Exécution des prestations

9-1. *Installations de chantier*

Les dispositions relatives aux installations de chantier sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

9-2. *Autorisations administratives*

HAROPA PORT | Paris fait son affaire de la délivrance au titulaire des autorisations administratives, telles que les autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé de HAROPA PORT | Paris, nécessaire à la réalisation des ouvrages faisant l'objet de l'accord-cadre.

9-3. *Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre*

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène sont à la charge du titulaire.

En cas d'inobservation par le titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, HAROPA PORT | Paris peut prendre aux frais du titulaire les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures sont prises sans mise en demeure préalable.

L'intervention des autorités compétentes ou de HAROPA PORT | Paris ne dégage pas la responsabilité du titulaire.

Le maître d'œuvre informe le titulaire de tout dysfonctionnement occasionné par le personnel intervenant sur le chantier et entravant le bon déroulement de celui-ci.

Il appartient au titulaire de prendre toute disposition utile pour remédier au dysfonctionnement constaté.

9-4. Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du maître d'œuvre et de toute autre autorité compétente. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut en solliciter la production à tout moment.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Article 10. Achèvement du chantier

10-1 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

À la fin des travaux, dans le délai de quinze (15) jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, le titulaire doit avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Le titulaire exécute le nettoyage des salissures occasionnées par son intervention et qui comprend la réalisation des prestations suivantes :

- Poignées de portes (croisées, portes, trappes, etc.) ;
- Joints et butoirs sur toutes les menuiseries ;
- Plaques de propreté ;
- Interrupteurs ;

- Prises de courant ;
- Glaces ;
- Sanitaires et robinetteries ;
- Tout équipement en général ;
- Tous revêtements souples de sols ;
- Ponçage et lustrage des revêtements ;
- Remontage des éléments de chauffage déposés ;
- Le nettoyage de mise en service doit être effectué en prenant toutes les précautions afin de respecter les ouvrages déjà réalisés.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire responsable dans les conditions stipulées à l'article 37 du C.C.A.G.-Travaux, sans préjudice d'une pénalité de **cinq cents (500,00) euros** par jour de retard.

10-2 Documents à fournir après exécution

Le titulaire remet les documents prévus aux articles 40 à 40.2 du C.C.A.G.-Travaux. Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ces mêmes articles.

Le C.C.T.P. indique de façon générale, et chaque bon de commande précise, quels sont les documents à fournir après exécution.

Ces stipulations ne s'appliquent qu'aux bons de commande qui prévoient une remise de documents après exécution.

Article 11. Réception des travaux

Une réception est effectuée conformément à l'article 41 du CCAG-Travaux si le bon de commande le prévoit expressément.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés. Le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. Postérieurement à cette action, la procédure de réception se déroule conformément aux stipulations de l'article 41 du C.C.A.G. - Travaux. Dans les autres cas, la réception fera l'objet d'un constat contradictoire ou d'un état des lieux contradictoire par dérogation à l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

Article 12. Obligations générales des parties

12-1. Obligation HAROPA PORT | Paris

12-1-1. Représentation HAROPA PORT | Paris

Dès la notification de l'accord-cadre, HAROPA PORT | Paris désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par HAROPA PORT | Paris en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant HAROPA PORT | Paris.

12-1-2. Forme des notifications et des informations

a) Échanges d'informations et correspondances

La notification au titulaire des décisions ou informations HAROPA PORT | Paris qui font courir un délai, est faite :

- soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- soit par échanges dématérialisés. En effet, les parties peuvent décider de mettre en place un système d'échange de données informatisées en cours d'exécution de l'accord-cadre, sous réserve qu'il présente les mêmes garanties de traçabilité que l'écrit ;
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

La date de référence prise en compte pour le décompte des délais de réponse ou de traitement de ces informations, est la date de notification (date de réception) des décisions et des informations transmises dans les conditions prévues au présent article.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers de l'accord-cadre ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Les parties conviennent qu'en cas de conflit entre un écrit sur support papier et un écrit sur support électronique, l'écrit sur support papier prévaut.

Cet article complète les articles 3.1 et 3.1.1 du CCAG – Travaux.

b) Ordres de service

Les ordres de service sont écrits ; ils sont signés par HAROPA PORT | Paris, datés, numérotés et notifiés au titulaire. Le titulaire en accuse réception datée.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service concerné, dans un délai de **quinze (15) jours** calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

En cas d'acceptation par HAROPA PORT | Paris des réserves formulées par le titulaire, HAROPA PORT | Paris notifie au titulaire un ordre de service rectificatif.

En l'absence d'ordre de service rectificatif, le titulaire se conforme à l'ordre de service qui lui est notifié, que celui-ci ait ou non fait l'objet d'observation de sa part.

En cas de cotraitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des réserves à la maîtrise d'ouvrage.

Cet article complète l'article 3.8 du CCAG – Travaux.

12-1-3. Données d'entrée

HAROPA PORT | Paris fournit l'ensemble des données d'entrée nécessaires au titulaire pour exécuter l'accord-cadre.

12-2. Obligation du titulaire

12-2-1. Représentation du titulaire

Le titulaire est représenté, pour toute la durée de l'accord-cadre, par un interlocuteur chargé du suivi de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet interlocuteur est désigné dans le mémoire technique du titulaire. Il est l'interlocuteur unique de HAROPA PORT | Paris.

Il est notamment responsable de la bonne gestion et de la bonne exécution des prestations de l'accord-cadre.

12-2-2. Obligation d'informer HAROPA PORT | Paris de tout changement de situation

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au HAROPA PORT | Paris, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

L'accord-cadre étant conclu avec le titulaire en considération de sa personne, toute cession totale ou partielle de l'accord-cadre par le titulaire, à titre gracieux ou onéreux, est formellement interdite sans l'accord préalable et express de HAROPA PORT | Paris.

Nonobstant ce qui précède, le titulaire est autorisé, sous réserve d'en informer préalablement HAROPA PORT | Paris, à céder l'accord-cadre à toute entité juridique, appartenant au même groupe, telle que définie à l'article L. 233-3 du code de commerce.

En cas de changement dans le contrôle du titulaire, le titulaire doit informer HAROPA PORT | Paris de ce changement par lettre recommandée avec accusé de réception dans les **quinze (15) jours** de sa survenance.

En cas de changement de contrôle, HAROPA PORT | Paris peut résilier l'accord-cadre avec un effet immédiat et sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité dès lors que cette modification est susceptible :

- d'entraîner des modifications dans les conditions d'exécution des prestations par le titulaire,
- d'affecter la capacité du titulaire à exécuter les prestations.

12-2-3. Obligation de conseil

Le titulaire a une obligation permanente de conseil de HAROPA PORT | Paris dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre. Il s'engage à informer sans délai HAROPA PORT | Paris ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre l'exécution des prestations objets du présent accord-cadre.

12-2-4. Obligations relatives à l'équipe et au personnel du titulaire

a) Qualification de l'équipe du titulaire

De manière générale, le titulaire s'engage à affecter à l'exécution de l'accord-cadre un personnel disposant des qualifications nécessaires à la bonne exécution des prestations.

b) Conduite des prestations par une personne nommément désignée

Dans l'objectif d'offrir la qualité de prestation souhaitée, le personnel proposé par le titulaire de l'accord-cadre doit être habilité au préalable par HAROPA PORT | Paris conformément aux dispositions du CCTP (soit dès la notification de l'accord-cadre).

Par ailleurs, le titulaire prend toute mesure raisonnable pour assurer la stabilité de l'équipe dédiée à l'accord-cadre.

HAROPA PORT | Paris ne peut s'opposer à une démission/mutation d'un salarié du titulaire, mais doit être tenue informée des conséquences éventuelles sur l'exécution de l'accord-cadre.

Pour l'ensemble de l'équipe dédiée, lorsque cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, HAROPA PORT | Paris et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à HAROPA PORT | Paris un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai **d'un (1) mois** à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par HAROPA PORT | Paris, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai **d'un (1) mois** courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si HAROPA PORT | Paris récusé le remplaçant, le titulaire dispose **d'un (1) mois** pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par HAROPA PORT | Paris est motivée.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par HAROPA PORT | Paris, l'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues au présent CCAP.

Afin de limiter les impacts sur l'exécution de l'accord-cadre du remplacement des intervenants, le titulaire a l'obligation de prendre à sa charge le transfert de compétences de l'intervenant sortant vers l'intervenant entrant.

Plus particulièrement, pour l'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution de l'accord-cadre (représentant du titulaire), cette personne doit être remplacée pendant ses congés ou en cas de maladie. À cet effet, le titulaire communique au plus tard **48 heures** avant toute absence les nom et prénom(s) du remplaçant proposé. La personne proposée comme remplaçant possède des compétences et une expérience similaire à l'intervenant habituel.

HAROPA PORT | Paris peut à tout moment demander le remplacement du représentant du titulaire en cas de problèmes répétés ou d'incidents graves. Dans ce cas, le titulaire doit proposer un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes dans un délai **d'un (1) mois** à compter de la demande HAROPA PORT | Paris.

12-2-5. Obligations en matière de cotraitance

a) Rôle du mandataire

Dans le cas d'un groupement, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis HAROPA PORT | Paris et coordonne les prestations des membres du groupement.

Ainsi, le mandataire est l'interlocuteur privilégié HAROPA PORT | Paris pendant toute la durée de l'accord-cadre. À ce titre, le mandataire est destinataire de l'ensemble des correspondances de l'accord-cadre émises par HAROPA PORT | Paris vers le titulaire. En conséquence, le mandataire du groupement assume la responsabilité de la transmission de l'information et des exigences émanant HAROPA PORT | Paris aux autres membres du groupement.

En outre, en sa qualité d'interlocuteur privilégié de HAROPA PORT | Paris, le mandataire s'oblige à prévenir sans délai HAROPA PORT | Paris de toute modification tenant au groupement et/ou à un ou plusieurs membres du groupement pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Dans le cas d'un groupement conjoint, il est rappelé que le mandataire est solidaire de chacun des autres opérateurs du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de HAROPA PORT | Paris, et ce jusqu'à la date d'échéance des obligations découlant de l'exécution du présent accord-cadre.

b) Défaillance d'un des membres du groupement

Lorsque la défaillance concerne le mandataire d'un groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. À défaut, et à l'issue d'un délai de **huit (8) jours** courant à compter de la notification de la mise en demeure par HAROPA PORT | Paris d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'AE devient le nouveau mandataire du groupement.

Lorsque la défaillance concerne un cotraitant autre que le mandataire, ce dernier devra se substituer au cotraitant défaillant. Toutefois, HAROPA PORT | Paris se réserve la faculté, selon le cas d'espèce :

- d'accepter un nouveau plan de sous-traitance lié à la substitution d'un membre du groupement par un sous-traitant, sous réserve de la démonstration faite par le mandataire de l'équivalence du niveau de capacité ayant prévalu à l'attribution du contrat et à la reprise intégrale des engagements contenus dans l'offre par le mandataire,
- d'accepter la reprise de l'ensemble des prestations par le mandataire sous réserve de démonstration faite par celui-ci qu'il est en capacité de réaliser seul la reprise des obligations contractuelles et leur bonne exécution.

12-2-6. Obligations en matière de sous-traitance

Conformément à l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre peut recourir à de la sous-traitance pour l'exécution des prestations.

La sous-traitance totale de l'ensemble des prestations dévolues au titulaire est strictement interdite.

Le titulaire de l'accord-cadre, qui veut en sous-traiter une partie, doit présenter une demande écrite au HAROPA PORT | Paris d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, HAROPA PORT | Paris notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire de l'accord-cadre fait connaître au HAROPA PORT | Paris le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

a) Sous-traitance directe

Le titulaire de l'accord-cadre, qui veut en sous-traiter une partie, doit présenter une demande écrite au HAROPA PORT | Paris d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

À cet effet, il présente un dossier de sous-traitance, établi en trois exemplaires, et qui comprend les pièces suivantes :

- Le formulaire DC4 « Déclaration de sous-traitance » intégralement complété et signé par les parties.

Ce formulaire, « Déclaration de sous-traitance », sera accompagné d'un dossier technique qui fera apparaître :

- les capacités financières, techniques et professionnelles (notamment la liste des moyens humains et matériels), ainsi qu'une liste la plus exhaustive possible des références du sous-traitant présenté pour des prestations de même nature que celles sous-traitées,
- une attestation d'assurance correspondant aux polices souscrites par le titulaire de l'accord-cadre pour la partie sous-traitée,
- un RIB ou un RIP du sous-traitant présenté,
- un extrait K-Bis, ou certificat d'immatriculation au RCS (datant de moins de trois (3) mois).

Le montant ainsi que la nature des prestations confiées au sous-traitant doivent clairement apparaître dans le formulaire DC4. La mise à jour des DC4 est effectuée en amont de l'émission de chaque bon de commande. Le titulaire doit veiller à ce que le montant n'excède ceux des bons de commande émis.

Le montant des prestations sous-traitées doit être établi sur la base d'établissement des prix de l'accord-cadre (mois "zéro" défini à l'AE).

Si, au cours de la vie de l'accord-cadre, l'étendue des prestations confiées au sous-traitant est modifiée (en plus ou en moins), le titulaire transmettra un acte spécial modificatif conforme au modèle joint et dans les mêmes conditions que pour l'acte spécial initial.

Lors de l'émission de chaque bon de commande, de même qu'en cours d'exécution du bon de commande, en cas de modification du montant, le titulaire remet sa proposition signée, assortie obligatoirement des mentions sur la sous-traitance suivantes :

Recours à la sous-traitance : oui /non (rayer la mention inutile)

Dans l'affirmative et si le sous-traitant a déjà été accepté ou va être présenté à l'acceptation HAROPA PORT | Paris au moyen du formulaire DC4 :

Nom, adresse et numéro de SIRET du sous-traitant.

Indication du montant du prix des prestations sous-traitées dans le cadre du bon de commande.

En cas de non-respect de l'obligation mentionnée à l'alinéa précédent, le titulaire encourt sur ses créances une pénalité forfaitaire de **1000,00 € HT**.

La notification du bon de commande au titulaire emporte agrément de la proposition du titulaire mentionnant le montant des sommes à verser par HAROPA PORT | Paris au sous-traitant direct du titulaire.

b) Sous-traitance indirecte

Dans l'hypothèse d'une sous-traitance indirecte, appelée aussi sous-traitance de second rang et plus, le donneur d'ordre (sous-traitant de rang immédiatement inférieur) transmet à HAROPA PORT | Paris pour acceptation et agrément via le titulaire :

- une déclaration de sous-traitance de rang supérieur à un correctement complétée et signée,
- accompagnée de l'ensemble des pièces demandées au 12-2-6 a) du présent document,
- ainsi qu'une copie de la caution personnelle et solidaire que le sous-traitant donneur d'ordre a l'obligation de fournir à son sous-traitant pour lui garantir ses conditions de paiement.

Article 13. Protection des données personnelles

Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des exigences du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (dit « RGPD ») et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à garantir la protection et l'exercice des droits des personnes concernées.

Article 14. Obligations de confidentialité

Le titulaire et HAROPA PORT | Paris qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties à l'accord-cadre.

Article 15. Pénalités applicables à l'accord-cadre

15-1. Généralités

L'exécution de l'accord-cadre peut entraîner l'application de pénalités par HAROPA PORT | Paris sur les sommes dues au titulaire.

Sauf dérogation explicite dans le présent document, et en cas de manquement aux obligations contractuelles par le titulaire, l'application des pénalités sont dues de plein droit à HAROPA PORT | Paris sans qu'une mise en demeure préalable ne soit obligatoire.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG – Travaux, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable des prestations commandées.

Le terme, normal ou anticipé, des relations contractuelles n'a pas d'incidence sur l'exigibilité des pénalités dues par le titulaire au titre de toute obligation contractuelle valablement formée pendant la durée de validité du contrat.

15-2. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2, 19.2.3 et 19.2.2 alinéa 2 du C.C.A.G. – Travaux, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

- Retard dans la remise de documents d'exécution : **300 € HT** par constatation plus **20 €** par jour supplémentaire.
- Retard d'intervention ou remise en service : **300 € HT** par constatation plus **25 €** par quart d'heure supplémentaire.
- Retard dans la prise en compte de demande d'interventions (notamment en astreinte) : **500 € HT** par constatation plus **25 € HT** par quart d'heure supplémentaire.

Pour ces pénalités, le décompte est calculé à compter du lendemain de l'expiration du (des) délai d'exécution des prestations, tel que défini dans le présent CCAP. Il prend fin à la date de remise effective du (ou des) document(s) ou à la réception effective de la prestation, ce jour étant inclus dans le délai.

Le titulaire de l'accord-cadre ne pourra pas se voir infliger des pénalités de retard dans le cas où le retard dans l'exécution des travaux fait suite, soit à l'absence de réponse aux déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT) des exploitants de réseaux, soit à l'arrêt des travaux après la constatation d'une différence notable entre l'état du réseau et les plans fournis par les exploitants de réseaux.

15-3. Autres pénalités

L'article 15-3 déroge aux articles 19.2, 19.2.3 et 19.2.2 alinéa 2 du CCAG – Travaux.

15-3-1. Pénalités pour non-respect du délai de remise des devis

Les devis doivent être remis par le Titulaire dans les délais indiqués dans son mémoire technique à compter de la demande formelle du représentant de HAROPA PORT | Paris

En cas de retard dans le délai de remise des devis, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de **cinquante (50,00) € HT** par jour de retard.

15-3-2. Pénalités pour infraction à la sécurité

En cas de non-respect par le titulaire ou un de ses sous-traitants des délais et prescriptions fixés au présent contrat, et concernant la sécurité, l'hygiène et la signalisation générale du chantier, y compris les prescriptions du coordonnateur SPS et l'absence de mise (ou remise) en place des sécurités collectives, il sera appliqué une pénalité de : **cinq cents (500,00) € HT** par jour calendaire de retard

15-3-3. Pénalités pour absence de désignation d'un interlocuteur

Si le titulaire n'a pas désigné d'interlocuteur à l'acheteur dans son offre ou dans un délai de 7 jours suivant la notification du contrat, il lui sera appliqué une pénalité de retard de : **deux cent cinquante (250,00) € HT** par jour de retard.

15-3-4. Zone en travaux

En cas de retard sur le nettoyage et la remise en état des zones en chantier, sur l'ordre d'intervention émis par le client, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, il sera appliqué une pénalité fixée par jour calendaire à **cent cinquante (150,00) € HT**.

15-3-5. Travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, HAROPA PORT | Paris ou son représentant applique une pénalité correspondant à **10 %** du montant de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.

15-3-6. Pénalités pour non-respect des obligations relatives à l'équipe et au personnel du titulaire

En cas de non-respect des dispositions prévues au présent CCAP, le titulaire subit une pénalité de **mille (1 000,00) € HT** par manquement.

15-3-7. Manquement aux dispositions liées aux contraintes environnementales

En cas de nécessité de recours à un produit écotoxique non préalablement identifié dans le CCTP de l'accord-cadre ou dans l'offre technique du titulaire, le titulaire doit, avant toute utilisation, disposer d'un accord préalable écrit de HAROPA PORT | Paris dans les conditions prévues au présent CCAP. En cas de non-respect de cette obligation, le titulaire subit une pénalité de **trois-cents (300) € HT** par manquement.

En cas de non-fourniture de Bordereaux de suivi des déchets ou s'ils ne sont pas complets, une retenue forfaitaire de **2 000,00 € HT** est appliquée.

En cas de défaut de propreté sur le chantier, en particulier présence de déchets ou matériels laissés éparés en fin de journée, le titulaire subit une pénalité de **cent-cinquante (150) € HT** par jour calendaire durant lesquels le manquement a été constaté.

Article 16. Modalités de règlement des comptes

16-1. Avance

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à cinq (5) % du montant du bon de commande. Si le titulaire du présent accord-cadre ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à 30 % du montant du bon de commande conformément aux dispositions de l'article R2191-7 du code précité.

Le remboursement de l'avance d'un bon de commande s'effectuera dans les conditions suivantes :

- Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande concerné ;

- Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant du bon de commande concerné.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le montant de l'avance n'est ni actualisé, ni révisé.

Le titulaire peut renoncer au versement de l'avance.

Le montant de l'avance n'est ni actualisé, ni révisé.

Ces avances ne sont dues au titulaire que sur la part qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Si le titulaire de l'accord-cadre qui a perçu l'avance sous-traite une part de l'accord-cadre postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le HAROPA PORT | Paris dès la notification de l'acte spécial.

Le versement de l'avance intervient à compter de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Marché passé avec un groupement conjoint

Les stipulations qui précèdent sont applicables à chaque cotraitant dès lors que sa part de l'accord-cadre est au moins égale au montant déclenchant l'avance. Le régime du remboursement, s'applique au mandataire et à chacun des cotraitants en fonction de l'avancement des prestations de chacun.

Avance aux sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le taux applicable, les conditions de versement et les conditions de remboursement sont les mêmes que ceux appliqués au titulaire de l'accord-cadre.

En revanche, le calcul du montant de cette avance est apprécié par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans l'acte de sous-traitance.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

16-2. Paiement

Le règlement des décomptes, factures ou mémoires sera effectué par le système de gestion informatique des marchés (de type MARCO) suivant les dispositions de l'article 10 du CCAG-travaux.

Les comptes seront réglés après exécution des prestations relatives à chaque bon de commande émis sur présentation de factures faisant référence à la commande correspondante.

Toutefois, dans le cas où la durée d'un bon de commande excède deux mois, le règlement des prestations interviendra par acomptes mensuels sur présentation de justificatifs de l'avancement des travaux.

Le titulaire peut obtenir toutes informations souhaitées auprès du représentant du pouvoir adjudicateur.

Cet article déroge à l'article 12 du CCAG-travaux.

16-3. Validation des situations de travaux

Pour chaque bon de commande, en cours d'exécution, le titulaire présente un « projet de situations de travaux » à l'approbation des services du MOE assurés par l'agence Paris Seine.

Ce projet de situation, établi au prorata de l'avancement des prestations exécutées reprendra le canevas du bon de commande du titulaire et devra indiquer notamment :

- L'état d'avancement des quantités réalisées au mois m (correspondant à la date d'envoi du projet de situation) ;
- L'état d'avancement des quantités validés par la MOE pour la situation de travaux antérieure ;
- Et par différence les quantités que le titulaire présente à l'appui de son projet de situation de travaux du mois m.

HAROPA PORT | Paris ou son représentant vérifie les projets de situations de travaux et les rectifie le cas échéant : Il en fait alors retour au titulaire par tout moyen.

Les « projets de situations » ainsi validés et remis en forme par le titulaire prennent le statut de « situations de travaux » qui devront être annexés à la demande de paiement du titulaire (voir chapitres ci-dessous)

16-4. Présentation des factures/ demandes de paiement

Les factures (demandes de paiement) doivent être adressées par voie électronique (via le portail Chorus PRO).

Ces factures doivent être établies selon le modèle fourni par HAROPA PORT | Paris et doivent notamment comporter les éléments suivants :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro de l'accord cadre ;
- le numéro de l'engagement juridique ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le prix unitaire ;
- l'indice de révision ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations de l'accord cadre, hors TVA ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;

- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre.

16-5. Contrôle des factures par HAROPA PORT | Paris

La date de réception de la facture est constatée par HAROPA PORT | Paris.

HAROPA PORT | Paris ou son représentant vérifie les projets de factures, les rectifie le cas échéant.

Elle arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la facture, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.

Les projets de facture ainsi acceptés ou modifiés et complétés permettent au titulaire d'établir les factures valant demandes de paiement.

En cas de contestation par HAROPA PORT | Paris des sommes dont le paiement est présenté dans les factures, le titulaire donnera tous les éclaircissements utiles. Le délai de paiement des sommes contestées sera suspendu jusqu'à l'obtention des justifications précitées par le titulaire.

16-6. Modalités de paiement

Les paiements seront effectués par virement au compte indiqué par le titulaire dans son AE.

Le délai de paiement est de **trente (30) jours** à compter de la réception par HAROPA PORT | Paris de la facture conforme et justifiée.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40,00 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

16-7. Paiement des cotraitants

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations à condition d'avoir fourni la répartition de la rémunération entre cotraitant dans chaque bon de commande.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à HAROPA PORT | Paris la demande de paiement (facture).

16-8. Paiement des sous-traitants

Les sous-traitants doivent préalablement à leurs prestations être déclarés et agréés par HAROPA PORT | Paris (formulaire DC4).

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de HAROPA PORT | Paris au titulaire de l'accord-cadre, par lettre recommandée avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de **quinze (15) jours** à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au HAROPA PORT | Paris.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au HAROPA PORT | Paris, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

HAROPA PORT | Paris adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

HAROPA PORT | Paris procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article 16-6 du présent CCAP. Ce délai court à compter de la réception par HAROPA PORT | Paris de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au troisième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par HAROPA PORT | Paris de l'avis postal mentionné au quatrième alinéa.

HAROPA PORT | Paris informe le titulaire des paiements qu'elle effectue au sous-traitant.

Article 17. Admission des livrables/ prestations

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la transmission du livrable au pouvoir adjudicateur.

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété et tous les droits immatériels y afférents.

Si la remise des prestations au pouvoir adjudicateur est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre.

Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par le pouvoir adjudicateur, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet :

- si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé le pouvoir adjudicateur des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;

- et que le pouvoir adjudicateur a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et notifié sa décision au titulaire.

Article 18. Assurance

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard HAROPA PORT | Paris et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 8 du CCAG – Travaux.

Il doit justifier, dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de HAROPA PORT | Paris et dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la réception de la demande.

Article 19. Responsabilité

Le titulaire est responsable de la bonne réalisation des prestations qui lui sont confiées dans le cadre de ses fonctions.

Il ne peut s'exonérer de sa responsabilité qu'en apportant la preuve de la survenance d'un cas de force majeure, de la faute de HAROPA PORT | Paris ou de celle d'un tiers.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de HAROPA PORT | Paris par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par HAROPA PORT | Paris, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge de HAROPA PORT | Paris.

Le titulaire garantit HAROPA PORT | Paris contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

Article 20. Règlement des litiges / Résiliation

20-1. Règlement des litiges

Les dispositions de l'article 55 du CCAG – Travaux s'appliquent au présent accord-cadre.

20-2. Résiliation

Toute décision de résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire. La résiliation s'effectue en application des articles 49 à 52 du CCAG - Travaux, avec les précisions suivantes :

Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour des motifs dont elle est seul juge, HAROPA PORT | Paris peut résilier de plein droit, à tout moment tout ou partie de l'accord-cadre.

HAROPA PORT | Paris notifie sa décision au titulaire par écrit en spécifiant la date de résiliation effective de l'accord-cadre.

La responsabilité de HAROPA PORT | Paris à raison de la résiliation de tout ou partie de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général est, de convention expresse entre les parties, limitée au montant des frais de résiliation définis ci-après.

Lorsque HAROPA PORT | Paris résilie l'accord-cadre pour un motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas droit à une indemnité de résiliation car il s'agit d'un accord cadre sans minimum fixé en valeur ou en quantité ; le montant maximum prévu à l'accord-cadre ne constituant aucunement un engagement d'achat.

Le titulaire a droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de l'indemnité, dans un délai de **trente jours** après la notification de la résiliation de l'accord-cadre.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

Résiliation pour faute du titulaire, autres évènements ou cas particuliers

Si le présent accord-cadre est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 50.3 du CCAG - Travaux, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par HAROPA PORT | Paris est rémunérée avec un abattement de 10,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2142-3 du code de la commande publique, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

En cas de refus de produire les pièces requises aux échéances fixées par les dispositions du code du travail prévues à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire après mise en demeure préalable de produire les pièces dans un délai de **quinze (15) jours**, restée sans suite, sans indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

Dans le cas de résiliation à la suite du décès ou de l'incapacité civile du titulaire (article 50.1.1 du CCAG - Travaux), les prestations sont réglées sans abattement.

Exécution aux frais et risques du titulaire

HAROPA PORT | Paris peut se prévaloir des stipulations de l'article 52 du CCAG – Travaux.

Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre accord-cadre, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Article 21. Dérogations au CCAG – Travaux

Les dispositions du présent accord-cadre dérogent aux dispositions du CCAG – Travaux dans les conditions qui suivent :

Articles de l'accord-cadre		Articles du CCAG – Travaux
2-1	Déroge	4.1
11	Déroge	41
15-1	Déroge	19.2.1
15-2	Déroge	19.2, 19.2.3 et 19.2.2 alinéa 2
15-3	Déroge	19.2, 19.2.3 et 19.2.2 alinéa 2
16.2	Déroge	12